1895

1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze

Revue de l'association française de recherche sur
l'histoire du cinéma

55 | 2008

Varia

Charles Pathé et son bouc émissaire : Bernard Natan

André Rossel-Kirschen

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/1895/4109>

DOI : 10.4000/1895.4109

ISBN : 978-2-8218-0990-1

ISSN : 1960-6176

Éditeur

Association française de recherche sur l'histoire du cinéma (AFRHC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 155-168

ISBN : 978-2-913758-56-8

ISSN : 0769-0959

Référence électronique

André Rossel-Kirschen, « Charles Pathé et son bouc émissaire : Bernard Natan », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze* [En ligne], 55 | 2008, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 16 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/1895/4109> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/1895.4109>

mise au point

Charles Pathé et son bouc émissaire : Bernard Natan

À la suite de la réédition des *Écrits autobiographiques* de Charles Pathé, André Rossel-Kirschen – qui avait publié il y a plusieurs années une étude sur l'« affaire Pathé-Natan » (Pathé Natan, la véritable histoire, Paris, Pilote 24, 2004) –, nous avait adressé une « mise au point » qui excédait largement un compte rendu d'ouvrage et dont nous avions différé la publication cherchant, avec son auteur, à lui donner un format plus conforme à nos rubriques. Mais au début de cette année, André Rossel-Kirschen est décédé.

Rossel était le pseudonyme qu'il s'était choisi dans la Résistance, du nom d'un communard fusillé par les Versaillais. En 1941, alors âgé de quinze ans, ce membre des Bataillons de la jeunesse, participa aux débuts de la résistance armée en abattant un officier allemand à la station de métro Porte-Dauphine. Arrêté le 9 mars 1942, à la suite d'un attentat raté contre une exposition

antibolchévique salle Wagram, torturé par la police de Vichy, il échappa au poteau d'exécution du Mont-Valérien en raison de l'émotion que les exécutions massives d'otages à Châteaubriant, Bordeaux et Paris avaient alors déclenchée. Son frère et son père furent exécutés par les nazis en 1942 tandis que, condamné à dix ans de prison par un tribunal allemand, il était déporté à Anrath en Allemagne, et libéré le 10 avril 1945 (Voir ses entretiens avec Gilles Perrault, la Mort à quinze ans, Paris, Fayard, 2005).

Pierre Lherminier a eu l'excellente idée de rééditer sous le titre *Écrits autobiographiques*¹ deux textes de Charles Pathé qui apportent des informations importantes sur l'histoire des débuts de cinéma. Ces deux textes hors commerce (et qui n'avaient pas fait l'objet du dépôt légal) avaient été imprimés respectivement à 75 et 1 000 exemplaires. De ce fait, ils étaient peu accessibles aux historiens actuels et, plus généralement, à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire des débuts du cinéma. Ces deux textes font l'objet d'une annotation pertinente et d'une chronologie très détaillée. Ils seront d'un grand secours à ceux qui s'intéressent à une époque où le cinéma français dominait le monde.

¹ Charles Pathé, *Écrits autobiographiques*, édition établie, annotée et présentée par Pierre Lherminier, Paris, L'Harmattan, 2006 (une édition abrégée de ces textes était parue auparavant dans la collection Premier Plan, SERDOC, Lyon).

Le premier volume, rédigé en 1922 et édité en 1926, intitulé ironiquement *Souvenirs et conseils d'un parvenu*, se lit comme un roman de Dickens. C'est l'histoire d'un enfant que ses parents font travailler quinze heures par jour à des travaux répugnants dans la charcuterie familiale et sans lui marquer la moindre marque d'affection dont tous les enfants ont besoin.

Après son service militaire, le jeune homme tentera différentes activités, s'exilera en Amérique du sud dans l'espoir de faire fortune, pensera y parvenir en se faisant embaucher par les douanes argentines pour démanteler l'entreprise de contrebande de la société où il travaillait. Ce sera un échec et il sera obligé de quitter précipitamment le pays pour échapper à des représailles. De retour en France, ses parents lui offrent la gérance d'un petit débit de boissons mal placé où il fera l'objet d'une condamnation à seize francs d'amende pour n'avoir pas respecté l'obligation d'indiquer la contenance des bouteilles exposées. Cette condamnation qui peut nous apparaître dérisoire aujourd'hui avait pour conséquence la perte des droits civiques. Finalement, il se fait engager comme « gratte-papier » pour un salaire ridicule (six francs par jour).

En somme, arrivé à l'âge de trente ans, il semble avoir échoué dans tous les domaines et être appelé à un avenir des plus modestes.

Or c'est à ce moment que découvrant qu'on peut bien gagner sa vie en faisant des démonstrations dans les foires de la nouvelle invention du « phonographe », il décide de se procurer en Angleterre des appareils phonographiques et des cylindres. C'est le début d'une *success story* ahurissante qu'il accomplira avec l'aide de son frère Émile. Disposant à leurs débuts d'un capital très modeste (huit mille francs chacun), leurs affaires prospéreront et un investisseur avisé leur apportera l'apport d'un capital conséquent d'un million de francs. Cela leur permettra, son frère et lui, de dominer le marché du phonographe puis du tout nouveau cinématographe. En une dizaine d'années ils deviennent les dirigeants de la plus importante entreprise cinématographique du monde !

Le second volume, intitulé *De Pathé frères à Pathé Cinéma* a été publié quinze ans plus tard, en avril 1940, à quelques semaines de la débâcle française, qui allait entraîner un nouvel exil de Charles Pathé aux États-Unis. Il y retrace à nouveau les souvenirs de son enfance et ses premiers essais, mais avec beaucoup plus de discrétion. Cette première partie n'occupe d'ailleurs que huit pages. L'essentiel du livre est consacré à la description de son incroyable réussite et de l'effondrement de sa société, dont il se déclare innocent, et qui serait dû à la mégalomanie ou à la malhonnêteté de son successeur Bernard Natan. En fait, il

s'agit d'un habile plaidoyer *pro domo* qui contribuera à la création de la légende : Charles Pathé a cédé une affaire prospère que son successeur va ruiner en quelques années.

Pour ce faire, Charles Pathé va rappeler les étapes de sa réussite qui aurait bénéficié essentiellement à ses actionnaires. Il dresse trois tableaux des dividendes versés qui semblent faramineux : pour une valeur nominale de cent francs, les heureux possesseurs vont recevoir, selon les années, quinze à soixante-dix francs en moyenne. En réalité, Charles Pathé oublie qu'en dehors de la première émission d'actions souscrites par Grivolos et ses associés toutes les augmentations de capital ont comporté des primes, qui, dans un cas, sont montées jusqu'à 1 250 francs ! Les primes moyennes étant de deux cents ou trois cents francs, les souscripteurs ayant déboursé au total trois cents à quatre cents francs, on ne peut pas considérer que les dividendes offerts par la société aient été aussi faramineux que le prétend Charles Pathé.

Constamment dans son livre, Charles Pathé insiste sur ce qui semble être sa principale préoccupation : procurer le maximum de dividendes à ses chers actionnaires. Cette version est contredite par l'entretien qu'il a accordé à Georges Sadoul en 1947. Charles Pathé explique que c'est à l'instigation de son collaborateur Lelièvre qu'il a élaboré

une politique nouvelle : « Tu donnes beaucoup trop d'argent à ton Conseil et à tes actionnaires », lui dit Lelièvre. « Nous avons vu ensemble comment il serait possible de comptabiliser le moins d'argent possible pour les dividendes... *ensuite cela a changé et à partir de ce moment-là (vers 1906) nous avons déclaré le moins de bénéfices possible* »².

Dès 1918, Charles Pathé dans des interviews, dans une brochure sur l'avenir du cinéma, annonce que « l'édition de négatifs [c'est-à-dire la production de films] n'était plus rentable » et qu'en conséquence il va cesser de produire des films. L'édition de films n'était qu'une partie des activités de la société. En fait, il va procéder à la cession de l'essentiel de ses actifs de 1918 à 1927. Cette politique est présentée dans un chapitre baptisé non sans un humour involontaire : *Nouvelles créations*.

Pour organiser le démantèlement de la société qu'il a créée et portée aux sommets, Charles Pathé fait voter, lors d'une Assemblée Générale qui s'est tenue exceptionnellement à Clermont-Ferrand en novembre 1918 (les pouvoirs publics déconseillant, en raison des bombardements allemands, des réunions parisiennes comportant une forte audience), le principe que toute cession d'actif comporterait un versement de 10 % des sommes reçues à lui-même.

1895 /
n° 55
juin
2008

157

Dédommagement appréciable mais que nous ne trouvons pas anormal : les frères Pathé ont été incontestablement les artisans de la prospérité de la société.

La première cession sera celle de la branche phonographique qui continue à être gérée par Émile Pathé, mais qui est cédée aux industriels Gillet et Bernheim. À cette occasion la société est scindée en deux, la branche cinéma devenant « Pathé Cinéma ». Celle-ci va recevoir six millions de francs en espèces et 40 % des actions de la « société des machines parlantes ». Charles Pathé précise que cette « participation [...] nous donna un revenu très substantiel jusqu'en 1927, date où nous revendîmes les actions d'apport que nous avions reçues avec un important bénéfice » (p. 200)³. On sait que finalement la « société des machines parlantes » sera cédée à Marconi et continuera ses activités sous le nom de « Pathé Marconi ».

Charles Pathé avait claironné que la production de films ne pouvant être que déficitaire, il cessait de produire des « négatifs », comme on les appelait alors. Il cède cette branche à une nouvelle société « Pathé-Consortium-Cinéma » au capital de vingt millions de francs. Charles Pathé explique, au sujet de cette société : « Nous lui cédions la production et la location de film. [...] Pathé-Consortium s'engageait à utiliser exclusivement nos produits sensibilisés

durant soixante-treize ans. Le profit qui en découlerait pour nous s'ajoutait à la redevance de dix pour cent sur son chiffre d'affaires total, étant entendu que cette redevance ne saurait être inférieure à deux millions de francs pour les dix premières années et un million pour les soixante-treize années suivantes. [...] Par ailleurs, conformément à la nouvelle politique de nous spécialiser surtout dans la fabrication du film vierge susceptible de nous fournir des bénéfices importants et certains, nous décidâmes également de céder ou de fermer toutes nos succursales de locations de films en Europe, Asie et Amérique » (p. 207).

Dans ce domaine, la cession la plus importante sera évidemment celle de l'implantation aux États-Unis, qui comportait des studios, des agences, etc. Là aussi, la cession (pour un montant annoncé d'un million de dollars) comporte la clause selon laquelle la société doit continuer à s'appeler « Pathé ».

Il en va de même des très nombreuses salles créées avant-guerre, dénommées « Pathé », bien que n'appartenant pas à la Société mais qui avaient conclu avec elle un accord d'exclusivité. Les sociétés propriétaires de ces salles devaient projeter tous les films produits par Pathé, mais celui-ci leur en accordait l'exclusivité. Cette clause deviendra caduque puisque Pathé ne produisait plus de films, mais pour le

3 L'indication de pagination ici et suivants correspond à l'édition Lherminier du livre de Charles Pathé.

public, il s'agissait toujours de salles appartenant à la célèbre compagnie.

Cette politique de liquidation systématique sera cependant contredite par la création du « Pathé Baby », appareil de cinéma de format réduit (9,5 mm), destiné au grand public qui connaîtra un grand succès. Pathé va céder les droits d'exploitation de sa nouvelle création à une « Société du Pathé Baby », au capital de 10 millions de francs, dans laquelle Pathé Cinéma va souscrire pour un million de francs seulement. La « Société du Pathé Baby » est tenue d'acheter les films de format réduit proposés à la clientèle de Pathé Cinéma. Celle-ci se procurant les films à prix très réduits auprès des producteurs ayant amorti leurs films et pour qui cela représentait une prime non prévue. Bien entendu, ces films étaient contretypés sur une pellicule Pathé. En résumé, Pathé Cinéma, sans engager des sommes importantes dans l'affaire, s'assurait sans risques des *royalties*.

Pathé Cinéma va tenter de renouveler cette opération en lançant le « Pathé Rural », appareil de projection de format réduit (17,5 mm) destiné aux petites localités. Le projet date de 1924 et Charles Pathé annonce qu'il va initier au cinéma des dizaines de millions de ruraux privés de cette distraction. Cependant, il ne trouve pas d'investisseurs susceptibles de financer cette création et ce n'est qu'en 1928 que Charles Pathé va se décider à lancer le Pathé

Rural par ses propres moyens. Nous en reparlerons.

En résumé, Charles Pathé, excipant de la non rentabilité de la production de films, a, en réalité, liquidé tous les départements de son entreprise gigantesque. Il reste cependant l'usine de film vierge qui rapporte au vu et au su de tous beaucoup d'argent. Charles Pathé va même annoncer la construction d'une usine de films vierges au Royaume-Uni. À cet effet, il va faire une opération d'augmentation de capital de 15 millions de francs, ce qui, avec la prime de deux cents francs par action, va faire rentrer 45 millions dans les caisses qui seront sans emploi puisqu'il annonce qu'en fonction de la nouvelle politique anglaise, il renonce à son projet.

Charles Pathé va entreprendre de longues négociations avec son concurrent Eastman pour lui céder le dernier pan de son empire, négociation qui aboutit en 1927. Cette cession va être présentée comme un accord de collaboration entre les deux firmes : la nouvelle société s'appellera « Kodak-Pathé » dans laquelle Eastman détiendrait 51 % des actions et Pathé Cinéma 49 %. Cette annonce va provoquer un *boom* des actions Pathé Cinéma qui vont passer, dès l'annonce des pourparlers, d'un cours moyen de trois cents francs à huit cents et même neuf cents francs. En réalité, si Pathé Cinéma avait obtenu 400 000 actions en contrepartie de son apport, elles avaient

1895 /
n° 55
juin
2008

159

été revendues immédiatement à Eastman qui détenait de ce fait la totalité des actions dites « de préférence ». On avait certes créé à côté 5 000 actions dites « ordinaires » qui devaient théoriquement bénéficier du surplus des bénéfices une fois les 6% garantis aux 975 000 actions « de préférence » et le placement de la moitié de ces bénéfices en réserves. Ces 5 000 actions avaient été effectivement réparties sur la base de 51 % pour Eastman et 49% pour Pathé. Compte tenu de la clause des 10 % accordés à Charles Pathé en cas de cession, les 2 450 actions avaient été ventilées ainsi :

2 200 actions à Pathé Cinéma,

172 à Charles Pathé,

73 à Paul Brunet (un collaborateur de Charles Pathé),

5 actions au Baron Gabet (ce qui lui permettait de participer au Conseil d'administration).

Charles Pathé va jouer constamment sur ce chiffre mythique de 49 % : il va expliquer lors de l'Assemblée Générale du 12 juin 1928 qui valide la cession de l'usine de Vincennes que « Pathé Cinéma a reçu 49 % des actions ordinaires, c'est-à-dire des actions donnant le contrôle du droit de vote et le droit au superdividende, quoique les résultats des années précédentes ne représentent pas la

proportion qui nous sera donnée par nos associés en considération de l'augmentation importante de nos bénéfices [...] » ; « nous n'avons pas cru utile de mentionner ce fait à l'issue de l'insertion légale de la constitution de la Société Kodak-Pathé parue dans la Gazette du Palais des 7 et 8 août 1927 »⁴.

Charles Pathé, contrairement à ses habitudes aurait-il été trop confiant ? Lorsqu'il se plaint que ces actions ne reçoivent aucun dividende « alors qu'il avait été prévu que les affaires Kodak et Pathé réunies produiraient des bénéfices toujours aux moins égaux sinon supérieurs aux bénéfices moyens des deux entreprises d'avant la fusion », le Président du Conseil d'Administration de Kodak-Pathé lui répond qu'il n'a jamais donné pareille garantie. « Elle aurait été d'ailleurs déraisonnable, nul ne pouvant prévoir les conditions économiques d'une affaire »⁵.

Certes, trois membres de Pathé Cinéma ont été admis au Conseil d'Administration de Kodak-Pathé, mais, fortement minoritaires, ils ne font que de la figuration. D'année en année, ils réclament en vain un contrôle des comptes qui leur sont présentés. On leur refuse toutes précisions. Finalement, les représentants de Pathé Cinéma, Bernard Natan d'une part et Charles Pathé de

⁴ *Vie Financière*, 13 juin 1928 (souligné par l'auteur).

⁵ Conseil d'Administration de Kodak-Pathé du 14 juin 1930 (voir détails dans notre livre : André Rossel-Kirschen, *Pathé Natan, la véritable histoire*).

l'autre, entament une action contre Kodak-Pathé devant le tribunal de commerce, réclamant une vérification des comptes contre lesquels ils ont exprimé chaque année les plus expresses réserves.

En désespoir de cause, Pathé Cinéma et Charles Pathé se décident à rétrocéder leurs actions. Il semblerait d'ailleurs que ce soit Charles Pathé qui ait pris cette initiative.

Cette décision est évidemment grave puisque en raison des cessions successives, Kodak-Pathé constituait la dernière source de recettes de Pathé Cinéma. À un actionnaire lors de l'Assemblée Générale du 12 juin 1928 qui faisait remarquer qu'« au moment où le Conseil d'Administration a jugé à propos de céder à la société Kodak-Pathé à peu près tout son actif, il a été déclaré de façon positive que très vraisemblablement et même très certainement cette cession nous rapporterait le double de ce que nous rapportait antérieurement l'actif de la SA Pathé », Charles Pathé répond : « J'ai dit que notre participation dans l'affaire Kodak nous rapporterait avant qu'il soit bien longtemps de quoi rémunérer le capital actuel de Pathé Cinéma »⁶.

Or dans son livre, écrit des années plus tard, Charles Pathé affirme avec aplomb et contre toute réalité : « J'ai toujours pensé qu'après deux ou trois années de mise au point, notre participation à 44 %

des actions ordinaires [sic] devait apporter à Pathé Cinéma quatre à cinq millions annuellement pour débiter et plus tard bien davantage. Pourquoi le résultat ne se produisit-il pas ? C'est que très rapidement les agissements de mon successeur mirent Pathé Cinéma dans une situation critique, mais suis-je responsable des fautes de mes successeurs, s'ils ont gâché l'héritage que je leur ai laissé ? ». L'imagination de Charles Pathé le fait se surpasser : « Maintenant que la preuve est faite des bénéfices considérables procurés aux actionnaires de Pathé Cinéma par cette association avec Kodak-Pathé, j'ai peut-être le droit, au risque de manquer de modestie, de revendiquer personnellement la plus large part du mérite résultant de cette entente [...] » (p. 220).

En 1927 et 1928, Charles Pathé réalise l'essentiel de ce qui reste vendable : l'immeuble de la rue des Italiens, la participation dans l'usine de films vierges américaine de Dupont de Nemours, etc.

Rappelons que Charles Pathé avait fait voter en 1927 la création d'actions à vote multiple (dites B). Ces actions émises au nominal de cent francs et libérées seulement du quart étaient réservées aux membres du Conseil d'Administration. Ceux-ci pouvaient donc les négocier à un acheteur qui deviendrait majoritaire. C'est ce qui se produira.

1895 /
n° 55
juin
2008

161

6 *Vie Financière*, 13 juin 1928.

Or, Charles Pathé présente la situation à ce moment de façon idyllique : Pathé Baby « faisait cinq millions de bénéfices annuels et pouvait produire bien davantage » ; en fait, il s'agit du chiffre d'affaires d'une société dont Pathé cinéma possédait seulement 10 % des actions. Il affirme qu'« en 1928, les bénéfices s'élevaient à 103 060 375,35 ». En réalité, il s'agit des bénéfices correspondant à l'année 1927, provenant du produit de la vente de l'usine de Vincennes. En 1928, les chiffres présentés lors de l'Assemblée Générale en 1929 indiquent qu'après la disparition des recettes provenant de l'usine de films vierges, les bénéfices se limitaient à deux millions de francs auxquels on peut ajouter deux millions de « produits financiers », c'est-à-dire le reliquat du placement des 133 millions reçus de Eastman Kodak.

La cession d'une coquille vide

Le transfert du pouvoir à Bernard Natan est détaillé dans le chapitre X : « Pourquoi et comment j'ai cédé au groupe Natan » et chapitre XI : « détail des pourparlers avec le groupe Natan ». La version de Charles Pathé peut se résumer ainsi : « J'avais besoin de repos, car j'étais fréquemment atteint d'aphonie qui faisait craindre un cancer [...]. J'avais plus de soixante-cinq ans et il aurait fallu des forces de jeune homme pour

prendre part à la révolution qui bouleversait alors le cinéma. Je veux faire allusion ici au cinéma parlant » (p. 225). Charles Pathé affirme n'avoir été informé des propositions de Natan que le 21 janvier 1929 : « Mon collègue, M. Madieu, prévenu par moi de mon arrivée vint, m'y trouver immédiatement. Il me fit part du désir qu'avait un certain M. Natan, directeur de Rapid-Film, de m'entretenir d'un projet intéressant. Rapid-Film me disait bien quelque chose, car cette firme avait créé une agence de publicité cinématographique ; mais j'ignorais le nom de son directeur Natan : c'était la première fois que j'entendais prononcer ce nom. *J'insiste sur ce détail* » (pp. 228-229)⁷. Charles Pathé ne prend pas cette proposition au sérieux, puis se demande si derrière ce Natan, il n'y aurait pas Eastman Kodak ou à défaut les firmes allemandes Agfa ou Ufa. On le rassure. Les autres membres du Conseil d'Administration le poussent à accepter. Début février 1929, la cession à Natan des actions à vote multiple pour la modique somme de cinquante millions de francs, actions qui avaient été achetées un million deux cent cinquante mille francs, est acquise. Le 1^{er} mars 1929, Charles Pathé fait voter par le Conseil d'Administration la nomination du nouvel administrateur délégué : Bernard Natan. Charles Pathé

7 L'italique figure dans le texte de Charles Pathé (NDLR).

publie à l'appui de sa thèse les lettres qu'il aurait échangées puisqu'il résidait sur la Côte d'Azur avec ses collaborateurs parisiens et faisant état de ses doutes sur le sérieux de ses offres.

Cette thèse nous paraît invraisemblable. Un industriel aussi avisé aurait cédé l'entreprise de sa vie à quelqu'un qu'il ne connaissait pas après l'avoir rencontré deux fois et sur les conseils de ses associés ? Rappelons que la vente de l'usine de films vierges avait fait l'objet de négociations avec Eastman qui avaient duré plus d'une année. Par ailleurs, l'affirmation selon laquelle il n'avait jamais entendu parler de Natan nous paraît exagérée. Certes, Natan faisait partie de la nouvelle génération, à laquelle Pathé pouvait avoir attaché peu d'attention. Pourtant en 1928, Natan était devenu un producteur important dont les films réalisaient les meilleures recettes. Il avait inauguré l'année précédente, en présence du Ministre Paul Painlevé, les deux studios qu'il avait fait construire dans son immeuble de la rue Francoeur. Un repas avait été organisé à l'occasion de cette inauguration qui rassemble les principaux acteurs du monde cinématographique. Parmi eux, Jacques Pathé, le neveu de Charles ! De nombreux articles étaient consacrés dans la presse corporative aux productions Natan et à son dirigeant. Un de ces articles signalait l'intention de Natan d'acquérir ou de faire construire

un important circuit de salles. Que Pathé n'ait jamais entendu parler de Natan, mais que cela ne l'aurait pas empêché de vendre sa société à un inconnu apparaîtrait comme un roman.

En réalité, il est vraisemblable que dès la création des actions B à vote multiple qui permettaient de monnayer une cession, les dirigeants de Pathé Cinéma soient partis à la recherche d'un acquéreur. Finalement, Bernard Natan, avec le concours de la banque Conti-Gancel, puis Bauer et Marchal, accepte de finaliser la transaction. Charles Pathé omet de signaler un fait important. Natan accepte de faire absorber sa société Rapid-Film en contrepartie de 50 000 actions Pathé Cinéma évaluées au cours aberrant de plus de 500 francs.

Bernard Natan est immédiatement installé comme administrateur-délégué (l'équivalent du PDG actuel) le 31 mars 1929 par le Conseil d'Administration. Cette décision sera confirmée lors de l'Assemblée Générale du 3 juillet 1929, Charles Pathé étant présent au Bureau comme scrutateur. Le rapport du Conseil d'Administration est lu par M. Brunet qui annonce le départ de Charles Pathé : « L'œuvre à accomplir est immense, le film parlant nécessite des studios spéciaux, une technique nouvelle à créer, des salles à organiser. Indépendamment du gros effort financier que cela nous oblige à faire, il nous faut un chef, or celui qui a assumé ces fonctions jusqu'ici,

1895 /
n° 55
juin
2008

163

M. Charles Pathé nous a demandé de lui laisser prendre du repos. Nous avons dû nous incliner devant sa décision. M. Charles Pathé ne nous abandonne d'ailleurs pas. Il continuera à nous éclairer de ses conseils ». Paul Brunet continue au nom du Conseil d'Administration à exposer le plan de la nouvelle direction : « Notre programme comporte principalement l'exploitation de salles d'exhibition cinématographique. Nous appelons votre attention sur le fait que l'exploitation des salles a toujours représenté dans notre industrie la spécialité la moins spéculative et la plus rémunératrice. Dès aujourd'hui, nous pouvons dire que nous nous sommes assuré le contrôle d'un groupe de grandes salles à Paris et de quelques-unes en banlieue et en province... » Le rapporteur confirme le projet d'installation du matériel sonore et de reprise de la production des films : « les résultats qu'obtiennent actuellement les films parlants et sonores dans les pays anglo-saxons démontrent que les résultats d'exhibition doivent augmenter dans une proportion importante le produit de toutes les salles françaises qui n'hésiteront pas à faire les dépenses d'installation que nécessite cette invention merveilleuse [...]. La production de négatifs [= films] en France deviendra une source de bénéfices intéressants et c'est parce que votre Conseil a cette conviction profonde qu'il n'a pas hésité à entreprendre à la fois la production et l'exploitation, qui par

l'emploi du film parlant, entrent dans une ère nouvelle qui normalement dépassera en résultats tout ce que nous avons obtenu dans le passé ».

À la suite de ce rapport, quelques actionnaires interrogent le bureau sur le transfert des fameuses actions B à Bernard Natan dont on voudrait connaître le prix de cession. Charles Pathé précise simplement que Natan « les a payées très cher ». D'autres actionnaires s'inquiètent de la faiblesse des résultats bénéficiaires de l'exercice : quatre millions dont deux millions de produits financiers dûs à la présence du reliquat des 133 millions versés par Eastman. Certes, on a décidé de puiser dans les réserves pour accorder un dividende de 35 francs pour chaque action, mais on peut s'inquiéter pour la suite si le « pactole » promis comme une évidence par les actions détenues dans la société Kodak-Pathé se faisait attendre. Charles Pathé répond à un actionnaire : « J'ai dit que notre participation dans l'affaire Kodak nous rapporterait avant qu'il soit bien longtemps de quoi rémunérer le capital actuel de Pathé Cinéma. Voilà quelle était mon opinion et je n'en ai pas changé ». Charles Pathé met sur le compte de la réorganisation en cours, qui devrait augmenter sensiblement les bénéfices à venir, l'absence de versements de dividendes : « avant qu'il soit longtemps, vous aurez de notre participation Kodak-Pathé des résultats qui vous donneront toute satisfaction ».

On sait qu'il n'en sera rien et que Charles Pathé ne devait pas se faire d'illusions.

Une Assemblée Extraordinaire réunie le 22 août 1929 entérine l'absorption de Rapid-Film⁸ et autorise le Conseil à procéder à une augmentation de capital pour faire face aux besoins prévisibles. En présence de Charles Pathé, présent au bureau, Natan expose son plan d'expansion : augmentation du nombre de salles par acquisition, aménagement des studios de Joinville que l'on vient d'acquérir auprès de Cinéromans, lancement d'un ambitieux programme de films parlants.

On ne peut donc pas dire que Charles Pathé ait été surpris par le plan d'expansion, annoncé successivement par Brunet et par Natan et approuvé à la quasi-unanimité par les actionnaires : quatre voix à sept voix contre, représentant un peu plus de mille actions sur trois cent mille représentées. On peut supposer que Charles Pathé ne faisait pas partie des quatre à sept actionnaires réticents.

Or, dans son livre, Charles Pathé explique qu'il s'est efforcé désespérément de s'opposer aux achats décidés par Natan : il produit à cet effet un certain nombre de lettres qu'il aurait adressées à Natan pour s'opposer à l'acquisition du circuit Fournier. Charles

Pathé aurait écrit à Bernard Natan : « plusieurs de ces salles d'après ce qu'on m'a dit seraient déficitaires, le voisinage de plusieurs d'entre elles imposent la location de plusieurs programmes chaque semaine, ce qui ne permettrait plus l'application d'un principe que je crois très important d'adopter et qui consisterait pour Pathé Cinéma à n'avoir qu'un seul programme à louer et exploiter dans toutes les salles de France ». Cette affirmation est à la fois ahurissante et significative du désintérêt de Charles Pathé pour le cinéma en 1929. Avant 1914, Pathé offrait chaque semaine un programme constitué par une douzaine de petits films que l'exploitant pouvait acquérir en bloc. Depuis la guerre, les conditions de location avaient complètement changé. Les salles projetaient un seul film de long-métrage précédé d'actualités et de documentaires. Ultérieurement le grand film sera précédé par un autre film de long métrage dit de « première partie ». Surtout les salles s'étaient spécialisées. Il y avait des salles dites « d'exclusivité » qui maintenaient le même film en fonction du succès une seule semaine ou plusieurs mois. Il y avait des salles de seconde exclusivité, des salles de quartier, des salles spécialisées en films d'avant-garde. Dans ces conditions préconiser un programme unique hebdomadaire

⁸ Les détracteurs de Bernard Natan ont affirmé que Rapid-Film était virtuellement en faillite puisque son passif était de près de 23 millions de francs. En réalité ce chiffre correspond à la partie droite du bilan : passif : 12 millions de fournisseurs à payer et 10 millions d'obligations. À gauche, il y avait l'actif : 10 millions de francs à recevoir de clients, l'immeuble de la rue Francoeur, les deux studios en pleine activité, l'atelier important de tirages de films, la société Rapid-Publicité, etc.

semble indiquer une méconnaissance ahurissante des conditions d'exploitation en 1929.

De même, Charles Pathé s'oppose à la prise en gérance du circuit Marivaux : « C'était, de notoriété publique, une affaire détestable » (p. 240). Rappelons que le cinéma Marivaux situé sur les Boulevards était après le Gaumont-Palace la salle qui faisait le maximum de recettes. Enfin il critique l'achat des studios de Cinéromans : « Je vous ai presque supplié de ne pas acquérir les studios de M. Sapène » (p. 244).

En fait en moins de dix-huit mois, Pathé Cinéma est devenue de loin la plus importante firme cinématographique française : un circuit de soixante salles (et cent salles associées), une importante production de films tournés dans les studios de Francoeur et de Joinville, le réseau de distribution repris à Paris-Consortium. Développement du Pathé Rural, acquisition de brevets de télévision et d'une station de radio, participation majoritaire des brevets du Pr Chrétien (CinémaScope), distribution non exclusive des procédés RCA de sonorisation, etc. En résumé une grande entreprise équilibrée touchant à tous les domaines de l'industrie cinématographique. On trouvera dans le livre de Jean-Jacques Meusy⁹ les comptes rendus des activités du Crédit Lyonnais établis-

sant qu'un certain nombre de parasites s'efforçaient dès 1931 de récupérer à bon compte la société Pathé, et également la GFFA (Gaumont-Franco-film Aubert). À cet effet, une campagne de presse est déchaînée contre Pathé Natan et Bernard Natan. À ce moment, la société souffre d'un manque de trésorerie, due en partie à la carence de leurs banquiers Bauer et Marchal. Or, il apparaît que Charles Pathé va s'efforcer de participer à cette entreprise de déstabilisation et de récupération. Le livre reproduit une correspondance étonnante de Charles Pathé adressée à Bernard Natan : « [...] je ne crois pas qu'il y ait d'autre issue à la situation de Pathé-Cinéma que d'appeler le plus tôt possible un liquidateur [...]. Si, comme je veux l'espérer pour vous (et contrairement à ce qui s'est dit un peu partout), vous n'avez rien à vous reprocher, c'est un geste que vous auriez dû faire déjà, mais je vous engage encore à le faire le plus tôt possible, et dans le cas où vous vous décideriez, je tâcherais de trouver un groupement financier (celui qui est venu me trouver à Nice par exemple) [...] » (1931, p. 244).

Bernard Natan ne s'est pas laissé impressionner et Pathé Natan a continué son développement. En 1935, une nouvelle offensive financée vraisemblablement par le même syndicat de repreneurs et facilitée par l'ambition politique de Léon

⁹ Jean-Jacques Meusy, *Cinquante ans d'industrie cinématographique (1906-1956)*, Paris, Fondation Crédit Lyonnais / Le Monde Éditions / Association d'économie financière, 1996.

Bailby et d'Anatole de Monzie, par l'atmosphère générale de xénophobie et d'antisémitisme réussira à le mettre hors course et, fin 1938, à en faire un délinquant.

Fin 1935, des syndicats nommés pour contrôler l'activité de la société proclament que la Société de gérance des Cinémas Pathé n'a pas réglé les coupons en cours des obligations qu'elles avaient émises et la déclare de ce fait en état de cessation de paiement. Par extension, la Société Pathé Cinéma est considérée comme responsable des dettes de sa filiale et déclarée en faillite début 1936 (confirmée en appel en juillet 1936). Charles Pathé aurait-il eu raison ? Il ne semble pas puisque les syndicats décident de continuer l'exploitation et peuvent se targuer que sans avoir eu à faire appel à des appuis extérieurs ils ont pu dégager des bénéfices, ce grâce notamment aux rentrées des salles et des studios, c'est-à-dire de ces établissements achetés à tort et à travers par Natan. Finalement, un groupe de repreneurs¹⁰ fait main basse sur la Société (qui pour des raisons de procédure a été déclarée indemne de toute faillite et capable de rembourser les créanciers avec les indemnités de retard).

Pathé Cinéma va donc continuer son activité grâce aux actifs réalisés par Bernard Natan. Cela ne fait pas l'affaire de Charles Pathé qui somme les syndicats de liquider au plus tôt toutes les réalisations de Natan : « Pathé Cinéma devrait d'autre part suspendre *le plus tôt possible* toutes les activités dont les résultats sont déficitaires. Dans cette catégorie, je citerai au premier chef le ou les studios : celui de Joinville surtout [...]. Quant aux salles d'exploitation achetées par mon successeur [...] leur exploitation ne pourrait constituer une bonne affaire » (p. 262).

Ces affirmations sont totalement démenties par le rapport d'exploitation réalisé par les syndicats fin 1938. Ceux-ci constatent qu'ils ont pu continuer l'exploitation de la société : « la trésorerie dont nous avons disposé a été uniquement constituée par des ressources provenant de l'exploitation ». Ce rapport établit que pendant la période concernée (de février 1936 à février 1938) le chiffre d'affaires de la société a été de 302 millions, dégageant après amortissements près de 12 millions de francs de bénéfices. Ceux-ci proviennent en grande partie de l'exploitation des studios où l'on a tourné 58 films pour des producteurs indépendants et de l'exploitation des salles !

¹⁰ Ce syndicat de repreneurs comprend la société Thomson-Houston, le trust Mercier de l'Électricité, le groupe Pechiney, la Compagnie des Compteurs, la Lyonnaise des Eaux et le groupe Descours. Comme on le voit, beaucoup de firmes de premier plan s'intéressaient à une société « tombée à rien » selon la formule utilisée par Charles Pathé au début de son livre (p. 127).

Pour Charles Pathé, l'avenir c'est le Pathé Rural et les appareils petits et moyens format¹¹, c'est-à-dire une activité résiduelle qui existait avant le transfert des pouvoirs à Natan. Par ailleurs, les syndicats « devraient s'attacher à exploiter *uniquement, et au maximum*, les avantages importants que Pathé-Cinéma s'est réservée à l'occasion de ses accords avec Eastman Kodak [...] » (p. 261). Comme on le sait, ces « avantages importants » avaient disparu avec la vente du reliquat des actions « ordinaires » en 1932.

Pour terminer, Charles Pathé, après avoir condamné une production régulière de films « que j'abandonnerais aux mécènes et aux naïfs » (p. 263), aurait aimé produire avec un budget énorme un film de quatre à six mille mètres (trois à quatre mille mètres pour les marchés étrangers) consacré à l'histoire de la Révolution et de l'Empire.

Contrairement au premier livre tiré seulement à 75 exemplaires et destiné vraisemblablement à la famille ou à des amis proches, le second volume est imprimé à mille exemplaires. Cela permettra de l'adresser à tous ceux qui peuvent être intéressés par l'histoire de la grande société. Certes, à cette époque Bernard Natan avait déjà été l'objet de nombreuses calomnies et de dénonciations d'irrégularités (qui dans quelques cas étaient réelles), mais la présentation faite par Charles Pathé ajoute à la calomnie. Le but est atteint. On retrouve dans de nombreux ouvrages actuels sa thèse : Pathé Cinéma était, lorsqu'il l'a abandonnée, une affaire prospère ruinée par un successeur malhonnête.

André Rossel-Kirschen

¹¹ Le Pathé rural avait été mis au point par son neveu Jacques Pathé. L'exploitation avait débuté en janvier 1928 (mille appareils avaient été placés), mais avait donné lieu à une perte d'exploitation de un million de francs. C'est sous Natan que l'exploitation connaîtra son rythme de croisière (5.000 installations en fonctionnement en 1935) et générera des bénéfices. Jacques Pathé créera en 1932 la société Cinelux (financée par la Compagnie des Compteurs, futur repreneur de Pathé) qui proposera un appareil concurrent. La société se retrouvera en déconfiture l'année suivante.